

Feu vert pour l'accord suisso-américain

COMMERCE La Commission de politique extérieure du Conseil national soutient le mandat de négociation du Conseil fédéral. Une première étape en vue des négociations d'un accord avec Washington. Le but: inscrire juridiquement les droits de douane à 15%

FANNY SCUDERI, BERNE

Sur le front américain, tout avance vite. Le Conseil fédéral a transmis son projet de mandat de négociation aux parlementaires le 5 décembre; le 10, Guy Parmelin, tout juste nommé président de la Confédération, annonçait que la baisse des taxes douanières à 15% aurait un effet rétroactif au 14 novembre. Une nouvelle étape est franchie ces lundi et mardi, avec l'examen par les commissions du mandat de négociation. «Ce n'est pas tout à fait un rythme suisse», observe un parlementaire.

La Commission de politique extérieure du Conseil national (CPE-N) a annoncé soutenir l'adoption du mandat de négociation par 17 voix contre 2 et 5 abstentions. «Les objectifs du mandat sont une consolidation et une amélioration de ce qui a été accordé dans le cadre de la déclaration d'intention non contraignante avec les Etats-Unis», a déclaré lundi devant la presse la nouvelle présidente de la CPE-N, Sibel Arslan (Les Vert·e·s/BS).

L'enjeu de la protection des données

La CPE des Etats s'exprime mardi. Les propositions des commissions font seulement office de recommandations pour le Conseil fédéral, qui adoptera prochainement son mandat de négociation. Ensuite, les tractations officielles entre la Suisse et les Etats-Unis pourront commencer.

La CPE-N propose de compléter le mandat par une clause stipulant qu'aucune obligation ne saurait incomber à la Suisse dans l'éventualité où les investissements aux Etats-Unis promis par le secteur privé, à hauteur de 200 milliards de dollars, ne viendraient pas à se concrétiser.



La nouvelle présidente de la CPE-N, Sibel Arslan, et son prédecesseur Laurent Wehrli (assis) face à la presse, le 15 décembre à Berne. (PETER KLAUNZER/KEYSTONE)

«La versatilité du président Donald Trump, son mélange des genres, conduit à notre prudence, explique Laurent Wehrli (PLR/VD), ancien président de la Commission. Dans le contexte actuel, préciser ce distinguo entre les secteurs privé et public est sans aucun doute une nécessité. Je regrette que l'on doive en arriver là.»

La CPE-N a ajouté un autre point, voté à une courte majorité. Elle demande au Conseil fédéral de saisir l'opportunité de l'élaboration d'un accord avec les Etats-Unis pour améliorer la protection des données des citoyens. «Pour certains, cet accord bilatéral est l'occasion d'instaurer une meilleure sécurisation des données, car nous voyons que cette inquié-

tude grandit au sein de la population», détaille Laurent Wehrli. Egalement membre de la CPE-N, Christine Bulliard-Marbach (LC/FR) commente: «L'accord avec les Etats-Unis ne doit pas représenter un assujettissement de la Suisse aux GAFAM et au Département d'Etat américain. Le Conseil fédéral doit préserver l'autonomie du pays en matière de don-

nées et en particulier de protection des données.»

Plusieurs propositions rejetées

La CPE a aussi rejeté plusieurs propositions, comme celle qui demandait de supprimer du mandat les éléments liés à l'importation de la volaille. «Le mandat de négociation tel qu'écrit a

été jugé suffisant pour se prémunir contre des effets négatifs. Par exemple, il est déjà impossible d'importer du poulet chloré, qu'il vienne des Etats-Unis ou d'ailleurs», précise Laurent Wehrli.

«La versatilité du président Donald Trump, son mélange des genres, conduit à notre prudence»

LAURENT WEHRLI, MEMBRE (PLR/VD) DE LA CPE-N

Le mandat de négociation ne convainc toutefois pas certains élus de gauche: «Nous n'avons pas obtenu de garanties que cet accord bilatéral serait favorable à la Suisse», souligne Fabian Molina (PS/ZH). Nous accordons des mesures qui ne sont pas dans l'intérêt du pays, comme la renonciation à une taxe digitale.» Dans un communiqué, Les Vert·e·s regrettent que leurs amendements aient été rejetés. Ils demandaient que «l'importation de Cybertruck ou de poulets chlorés» ne fasse pas partie du mandat de négociation.

De son côté, la centriste Christine Bulliard-Marbach se dit «satisfait» du résultat. «Je suis sensible à la demande assez unanime de l'économie suisse d'avancer rapidement vers les négociations», souligne-t-elle. Les plus optimistes tablent sur une signature de l'accord au Forum de Davos en janvier. Celui-ci devra ensuite être soumis au parlement. ■